



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.055/2
du 23 mars 2020

advies 67.055/2
van 23 maart 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'instituant un régime
d'avantages sociaux et d'autres
avantages à certains
dispensateurs de soins qui sont
réputés avoir adhéré aux
accords ou conventions qui les
concernent'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot instelling van een
regeling van sociale en andere
voordelen aan sommige
zorgverleners die geacht
worden te zijn toegetreden tot
de hen betreffende akkoorden
of overeenkomsten'

Le 27 février 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'instituant un régime d'avantages sociaux et d'autres avantages à certains dispensateurs de soins qui sont réputés avoir adhéré aux accords ou conventions qui les concernent'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 mars 2020. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, et Patrick RONVAUX, conseiller d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 mars 2020.

*

Op 27 februari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot instelling van een regeling van sociale en andere voordelen aan sommige zorgverleners die geacht worden te zijn toegetreden tot de hen betreffende akkoorden of overeenkomsten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 maart 2020. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, en Patrick RONVAUX, staatsraad, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 maart 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

En vertu de l'article 54, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), l'arrêté en projet doit être pris sur les propositions des commissions d'accords ou de conventions compétentes pour les diverses catégories de prestataires de soins auxquelles il s'applique, à savoir les logopèdes, les praticiens de l'art infirmier, les kinésithérapeutes, les pharmaciens, les praticiens de l'art dentaire et les médecins.

Le préambule du projet d'arrêté fait état des propositions des diverses commissions d'accords ou de conventions concernées.

Il ressort du dossier que l'on peut considérer que la Commission de conventions praticiens de l'art infirmier–organismes assureurs, la Commission de conventions pharmaciens–organismes assureurs et la Commission nationale dento-mutualiste ont formulé les propositions prescrites par l'article 54, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée.

Il n'en va par contre pas de même de la Commission de conventions logopèdes–organismes assureurs, de la Commission de conventions kinésithérapeutes–organismes assureurs et de la Commission nationale médico-mutualiste. En effet, à la lecture des procès-verbaux des réunions durant lesquelles ces trois organes ont délibéré du projet d'arrêté, il n'apparaît pas que ceux-ci agissant comme tels, c'est-à-dire comme organes collégiaux, auraient conclu leurs débats par la formulation de propositions destinées à l'adoption de l'arrêté en projet.

En l'état, en ce qui concerne les trois derniers organes cités, la formalité prescrite par l'article 54, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée n'est donc pas accomplie.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet d'arrêté est rédigé en des termes qui n'ont pas toujours la clarté ni la précision requises.

a) Ainsi, il est confus ou équivoque en ce qui concerne des notions de base du régime envisagé.

C'est le cas de la notion d'« avantages sociaux ». Parfois, elle est ou semble être utilisée pour désigner indifféremment tous les avantages dont le projet d'arrêté tend à instituer le régime ¹. Ailleurs, suivant en cela plus fidèlement la terminologie à laquelle recourt l'article 54 de la loi coordonnée, elle désigne uniquement ceux des avantages visés par le projet d'arrêté qui n'entrent pas dans la catégorie particulière des « autres avantages » visés à l'article 54, § 7, de la loi coordonnée, que règle plus spécialement l'article 9 ².

On relève aussi que le projet d'arrêté emploie le terme « prime » dans trois sens différents : il s'agit tantôt d'un mot identifiant de manière générique l'objet des divers avantages auxquels s'applique le projet d'arrêté ³, tantôt d'un terme utilisé dans la détermination de l'un des objets dans lesquels peuvent consister les avantages sociaux au sens strict ⁴ et tantôt encore d'une notion désignant plus spécifiquement l'objet des avantages autres que les avantages sociaux au sens strict ⁵.

b) La qualité linguistique du dispositif à l'examen n'est pas toujours optimale et la concordance entre les deux versions linguistiques du texte n'est pas toujours assurée ⁶. Il en résulte parfois des contresens. Ainsi, par exemple :

– la disposition figurant à l'article 8, § 1^{er}, est présentée comme s'appliquant « [à] l'exception de l'article 7, § 6, 2) », alors qu'il s'agit plutôt d'établir un régime ayant pour effet de ne pas appliquer cette dernière disposition ;

– à l'article 8, § 5, alinéa 1^{er}, de la version française, il y a lieu d'écrire « et, à défaut, de la personne avec laquelle il cohabite », et non pas « et non de la personne avec laquelle il cohabite, » ; dans un souci d'harmonisation rédactionnelle de la version française, à l'article 8, § 2, il y a lieu de remplacer les mots « ou encore à la personne avec laquelle il ou elle cohabite, » par les mots « et, à défaut, à la personne avec laquelle il cohabite » et, à l'article 8, § 5, alinéas 2 et 4, il convient de remplacer chaque fois les mots « et à son défaut à son cohabitant ou à sa cohabitante, » par les mots « et, à défaut, à la personne avec laquelle il cohabite » ;

¹ Voir par exemple l'article 2 et l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, premier tiret.

² Voir par exemple l'article 1^{er}, l'article 9, §§ 2 et 3, et l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase.

³ Tel est notamment le cas lorsque le projet d'arrêté fait état de « l'année de la prime ».

⁴ Voir sur ce point l'article 6 du projet d'arrêté.

⁵ Voir par exemple l'article 1^{er}, *in fine*.

⁶ À titre d'exemples :

- dans l'article 7, § 4, seconde phrase, de la version française, il y a lieu de lire « n'a pas atteint » et non « ne pas atteint » ;
- dans la version française de la phrase introductive du paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots « journées ouvrées » par « jours ouvrables » ;
- dans l'article 7, § 6, 2), (Médecins), alinéa 3, premier tiret, de la version française, les mots « sans que celles-ci ne soient reprises dans les prestations individuellement attestables enregistrées » apparaissent deux fois, ce qui n'est pas le cas dans la version néerlandaise de la disposition en projet ;
- dans le second tiret de la version néerlandaise de cette même disposition, les mots « zonder dat ze evenwel vervat zijn in de individueel aanrekenbare geboekte verstrekkingen » n'ont pas de correspondant dans la version française de cette disposition ;
- à l'article 12, alinéas 2 et 3, la version française se réfère à « de la même période » alors que la version néerlandaise se réfère à « voor eenzelfde periode ».

– à l'article 8, § 5, alinéa 5, seconde phrase, de la version française, les mots « se remarie ou cohabite » doivent être remplacés, conformément à la version néerlandaise, par les mots « se marie ou cohabite à nouveau »⁷.

c) L'ensemble du projet d'arrêté sera soigneusement revu pour tenir compte de ces observations.

2. Plusieurs dispositions en projet utilisent l'expression « jour ouvrable ».

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, le samedi est un jour ouvrable⁸.

Aussi, s'il est dans l'intention des auteurs du texte que l'expression « jour ouvrable » exclue, non seulement le dimanche et les jours fériés légaux, mais aussi le samedi, il conviendrait de compléter le texte en projet par une disposition suivant laquelle la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 54, remplacé par la loi du 30 octobre 2018 ; ».

2. La proposition de la Commission nationale dento-mutualiste date du 29 août 2019, et non pas du 15 juillet 2019.

L'alinéa 10 sera corrigé sur ce point.

DISPOSITIF

Article 3

1. Il résulte de l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 7°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' que l'approbation des plans de stage visés au paragraphe 1^{er}, 1°, de la disposition à l'examen relève de la compétence des communautés.

⁷ Voir l'article 5, alinéa 5, *in fine*, de l'arrêté royal du 6 mars 2007 'instituant un régime d'avantages sociaux pour certains médecins'.

⁸ Voir par exemple C.E., 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

C'est donc à chaque communauté qu'il revient de déterminer quelle est, en ce qui la concerne, l'autorité compétente pour approuver ces plans et notamment de décider s'il doit s'agir d'un membre de son gouvernement ou d'une autre autorité.

Aussi, dans le paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « le Ministre compétent » seront remplacés par les mots « l'autorité compétente ».

2. Selon le paragraphe 2, le prestataire de soins est exempté de « ces conditions » pour les périodes d'inactivité visées à l'article 7, § 2.

La question se pose de savoir à quelles conditions le texte fait exactement référence. Est-ce à toutes les conditions que fixe le paragraphe 1^{er}, à la condition que les obligations prescrites par le paragraphe 1^{er} soient respectées durant toute l'année concernée par la prime ou encore aux conditions que fixe plus spécifiquement le paragraphe 1^{er}, 2° ?

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu comme suit :

« De vrijstelling geldt voor alle voorwaarden onder § 1, gedurende de periode van inactiviteit. Voor de meeste zorgverstrekkers zal dit inderdaad voornamelijk 2° betreffen. Een zorgverstrekker die tijdens het jaar ziek valt zou zonder deze uitzondering (-en zelfs los van enige toetsing aan de activiteitsdrempel-) immers geen recht op sociaal statuut hebben, aangezien deze niet gedurende het gehele referentiejaar daadwerkelijk activiteiten uitoefent. De vrijstellingen van 1° en 3° zijn voornamelijk van belang bij zorgverstrekkers die in de loop van het referentiejaar starten. Dezen hebben immers niet gedurende het gehele referentiejaar een erkenning/ goedgekeurd stageplan en zijn ook niet gedurende het gehele jaar toegetreden. Niettemin is het gewenst dat dezen een (gedeeltelijke) premie krijgen ».

Compte tenu de cette réponse, dans le paragraphe 2, on remplacera les mots « de ces conditions » par les mots « des conditions visées au paragraphe 1^{er} ».

Article 7

1. La portée des seuils d'activité auxquels se rapporte l'article à l'examen est double : d'une part, le respect des seuils en question constitue une condition d'octroi des avantages sociaux prévus par l'arrêté en projet ; d'autre part, les seuils d'activité constituent un élément à prendre en compte pour le calcul du montant desdits avantages.

Le projet d'arrêté gagnerait à être revu pour mieux faire apparaître cette double portée des seuils d'activité.

2. Le paragraphe 2, 1), premier et deuxième tirets, inclut parmi les journées d'inactivité que vise le texte, d'une part, « les journées assimilées aux jours pour le calcul de la pension légale qui découlent [...] d'une maladie, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle qui a eu pour conséquence une incapacité telle que visée dans la loi ou dans l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en

faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants » et, d'autre part, « les journées d'inactivité suite au repos de maternité visé à l'article 32, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi ».

Ce faisant, le texte n'inclut pas la période de protection de la maternité mentionnée à l'article 93 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 et aux articles 32, alinéa 1^{er}, 2^o, 114 et 114bis de la loi coordonnée. Cette période n'est en effet pas une période d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, et n'est pas comprise non plus dans la période de repos visée à l'article 32, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi coordonnée.

Une telle omission est critiquable au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination. Elle l'est d'autant plus que, par ailleurs, le projet d'arrêté inclut le congé de paternité dans la notion de « journées d'inactivité ».

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

3. Dans chacun des tirets que comporte le paragraphe 6, 2), alinéa 3, la seconde phrase donne des exemples en vue d'illustrer la première phrase.

Si l'indication d'exemples peut être utile dans un document – tel qu'une circulaire – destiné à présenter l'arrêté en projet, elle n'a par contre pas sa place dans un texte de portée normative.

La seconde phrase de chacun des tirets du paragraphe 6, 2), alinéa 3, sera dès lors omise.

Une observation analogue vaut pour les mots « en particulier l'article 7, § 6, 2), dernier alinéa », qui figurent au paragraphe 7.

4. Au paragraphe 6, 2), septième alinéa, la question se pose s'il s'agit bien de viser deux circonstances différentes dans lesquelles les médecins sont réputés avoir atteint le seuil d'activité.

Dans l'affirmative, le second tiret doit commencer par « – ou qui [...] ». Dans la négative, ce même tiret doit commencer par « – et qui [...] ».

La même observation vaut pour le point 5), second alinéa, du même paragraphe 6.

5. Le paragraphe 6, 5), appelle les observations suivantes :

a) En vertu de son article 15, l'arrêté en projet n'est appelé à s'appliquer aux praticiens de l'art dentaire qu'« à partir de l'année de primes 2020 ».

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 6, 5), doit être revu en conséquence.

b) L'alinéa 2 fait état de « 300 prestations ».

Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, le texte vise ainsi uniquement des prestations reprises en annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 'fixant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance soins de santé et indemnités'.

Aussi, de l'accord du fonctionnaire délégué, il sera précisé en ce sens.

Article 9

1. Les trois premiers paragraphes de l'article 9 seraient plus clairement ordonnés si les paragraphes 2 et 3 étaient intervertis.

2. Invité à expliquer, à l'aide d'un exemple, la portée du paragraphe 4, le fonctionnaire délégué a répondu comme suit :

« Voor een zorgverstrekker die verklaart te stoppen op 1 juli van het premiejaar zal de werking van artikel 3, § 1, vanaf die datum worden uitgeschakeld. Door artikel 9, § 4, valt er dus eigenlijk een artikel 7, § 2, 4), te lezen dat via artikel 3, § 2, de werking van artikel 3, § 1, annuleert voor deze periode van 1 juli tot 31 december. Mocht deze bepaling ontbreken dan zou een zorgverstrekker die in de loop van het jaar stopt, wegens artikel 3 immers geen aanspraak op de (sociale en) andere voordelen kunnen krijgen. De werkdagen na 1 juli zullen worden berekend en verrekend via het bepaalde in artikel 7, § 2, zodat de activiteitsdrempel overeenkomstig daalt. Het aantal van deze werkdagen wordt dan afgetrokken van het cijfer van 222. Tijdens de functionele analyse is gebleken dat hierbij evenwel nog een logische parameter in het ontwerp van KB ontbreekt die niet speelt in de andere gevallen van artikel 7, § 2, nl. verrekening van de verlofdagen. Het zou logisch zijn deze proportioneel in rekening te brengen. Wij zouden eventueel overdenken dat § 4 aangevuld wordt met de volgende zin of equivalent: 'Deze zullen worden verrekend ten belopen van 222/250^e' ».

Le texte sera complété de la manière indiquée par le fonctionnaire délégué.

Article 11

1. Dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, il y a une discordance entre la version néerlandaise et la version française du texte en ce qui concerne la détermination de la date ultime d'introduction de la demande.

Le texte sera corrigé sur ce point.

2. Dans la version française du paragraphe 4, alinéa 2, il y a lieu d'écrire, comme dans la version néerlandaise, « qui a commencé à partir du 1^{er} juillet » plutôt que « qui a commencé le 1^{er} juillet ».

Article 15

Les mots « entre en vigueur » seront chaque fois remplacés par les mots « est d'application ».

Article 16

Afin de tenir compte du fait que la disposition d'exécution d'un arrêté royal doit être conçue, s'agissant de la mention du ministre concerné, par référence à la matière mise en œuvre par cet arrêté royal et non par référence au titulaire actuel de la fonction, il y a lieu de rédiger l'article 16 comme suit :

« Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

Annexe

Dès lors que le projet d'arrêté ne comporte qu'une seule annexe, il n'y a pas lieu de la numéroter. L'entête de l'annexe de même que le renvoi qui y est fait à l'article 7, § 6, 2) (Médecins), alinéa 2, seront adaptés en conséquence. De même, toujours dans l'annexe en projet, le début de celle-ci qui commence par les mots « ANNEXE. Art. NI. Annexe I » et qui se termine par les mots « l'assurance soins de santé obligatoire » doit être omis.

Il convient enfin de mentionner sous l'annexe la formule F 4-8-1 recommandée par le *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*⁹.

*

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172 et formule F 4-8-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 54, § 1, eerste lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: "de gecoördineerde wet"), dient het ontworpen besluit vastgesteld te worden op voorstel van de akkoorden- of overeenkomstencommissies die bevoegd zijn voor de diverse categorieën van zorgverleners waarop het van toepassing is, namelijk logopedisten, verpleegkundigen, kinesitherapeuten, apothekers, tandheelkundigen en artsen.

In de aanhef van het ontwerpbesluit wordt melding gemaakt van de voorstellen van de diverse betrokken akkoorden- of overeenkomstencommissies.

Uit het dossier blijkt dat ervan uitgegaan kan worden dat de Overeenkomstencommissie verpleegkundigen-verzekeringsinstellingen, de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen en de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen de voorstellen geformuleerd hebben die krachtens artikel 54, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wet vereist zijn.

Hetzelfde geldt evenwel niet voor de Overeenkomstencommissie logopedisten-verzekeringsinstellingen, de Overeenkomstencommissie kinesitherapeuten-verzekeringsinstellingen en de Nationale commissie artsen-ziekenfondsen. Bij het lezen van de notulen van de vergaderingen tijdens welke die drie organen over het ontwerpbesluit beraadslaagd hebben, blijkt immers uit niets dat ze, handelend in die hoedanigheid, met andere woorden als collegiale organen, aan het einde van hun beraadslaging voorstellen geformuleerd zouden hebben met het oog op het vaststellen van het ontworpen besluit.

Bij de huidige stand van zaken is het vormvereiste voorgeschreven bij artikel 54, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wet dan ook niet vervuld wat de drie laatstgenoemde organen betreft.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De bewoordingen waarin dit ontwerpbesluit gesteld is, zijn niet steeds duidelijk en nauwkeurig genoeg.

a) Zo is het ontwerp vaag en onduidelijk wat de basisbegrippen van de ontworpen regeling betreft.

Dat is het geval met het begrip “sociale voordelen”. Soms wordt dat begrip (blijkbaar) gebruikt om er zonder onderscheid alle voordelen mee aan te duiden waarvoor men bij het ontwerpbesluit een regeling wil invoeren.¹ Elders sluit het begrip nauwer aan bij de terminologie die in artikel 54 van de gecoördineerde wet gebruikt wordt en slaat het alleen op de in het ontwerpbesluit bedoelde voordelen die niet vallen onder de bijzondere categorie van “andere voordelen” waarvan sprake is in artikel 54, § 7, van de gecoördineerde wet, welke categorie meer bepaald bij artikel 9 geregeld wordt.²

Tevens wordt opgemerkt dat de term “premie” in het ontwerpbesluit in drie verschillende betekenissen gebruikt wordt: daarbij gaat het nu eens om een woord waarmee op algemene wijze omschreven wordt van welke de diverse voordelen zijn waarop het ontwerpbesluit van toepassing is,³ dan weer om een term die gebruikt wordt om precies aan te geven van welke aard de sociale voordelen *sensu stricto*⁴ onder meer kunnen zijn en dan weer om een begrip dat meer in het bijzonder aangeeft van welke aard de andere voordelen zijn die geen sociale voordelen *sensu stricto* zijn.⁵

b) De taalkundige kwaliteit van voorliggend dispositief laat soms te wensen over en er is niet altijd gezorgd voor overeenstemming tussen beide taalversies.⁶ Dat geeft soms aanleiding tot misinterpretaties. Zo bijvoorbeeld:

¹ Zie bijvoorbeeld artikel 2 en artikel 11, § 2, eerste lid, eerste streepje.

² Zie bijvoorbeeld artikel 1, artikel 9, §§ 2 en 3, en artikel 11, § 1, eerste lid, eerste zin.

³ Dat is onder meer het geval wanneer in het ontwerpbesluit gewag gemaakt wordt van het “premiejaar”.

⁴ Zie in dat verband artikel 6 van het ontwerpbesluit.

⁵ Zie bijvoorbeeld artikel 1, *in fine*.

⁶ Bij wijze van voorbeeld:

- leze men in de Franse tekst van artikel 7, § 4, tweede zin, “n’a pas atteint” in plaats van “ne pas atteint”;
- dienen in de Franse tekst van de inleidende zin van paragraaf 2 de woorden “journées ouvrées” vervangen te worden door “jours ouvrables”;
- komen in de Franse tekst van artikel 7, § 6, 2), (Médecins), derde lid, eerste streepje, de woorden “sans que celles-ci ne soient reprises dans les prestations individuellement attestables enregistrées” twee keer voor, wat niet het geval is in de Nederlandse tekst van de ontworpen bepaling;
- hebben, wat het tweede streepje van de Nederlandse versie van diezelfde bepaling betreft, de woorden “zonder dat ze evenwel vervat zijn in de individueel aanrekenbare geboekte verstrekkingen” geen tegenhanger in de Franse tekst van die bepaling;
- is er in de Franse tekst van artikel 12, tweede en derde lid, sprake van “de la même période” terwijl in de Nederlandse tekst ervan sprake is van “voor eenzelfde periode”.

– is de bepaling vervat in artikel 8, § 1, aldus gesteld dat ze van toepassing is “[i]n uitzondering op artikel 7, § 6, 2)”, terwijl het veeleer de bedoeling is een regeling in te voeren die ertoe leidt dat die laatste bepaling niet toegepast wordt;

– schrijve men in de Franse tekst van artikel 8, § 5, eerste lid, “et, à défaut, de la personne avec laquelle il cohabite” in plaats van “et non de la personne avec laquelle il cohabite,”; ter wille van de redactionele eenvormigheid van de Franse tekst dienen in artikel 8, § 2, de woorden “ou encore à la personne avec laquelle il ou elle cohabite,” vervangen te worden door de woorden “et, à défaut, à la personne avec laquelle il cohabite” en dienen in artikel 8, § 5, tweede en vierde lid, telkens de woorden “et à son défaut à son cohabitant ou à sa cohabitante,” vervangen te worden door de woorden “et, à défaut, à la personne avec laquelle il cohabite”;

– moeten in de Franse tekst van artikel 8, § 5, vijfde lid, tweede zin, de woorden “se remarie ou cohabite”, overeenkomstig de Nederlandse tekst, vervangen worden door de woorden “se marie ou cohabite à nouveau”.⁷

c) Heel het ontwerpbesluit moet zorgvuldig herzien worden teneinde met die opmerkingen rekening te houden.

2. In verscheidene ontworpen bepalingen wordt het begrip “werkdagen” gebruikt.

Volgens een vaste rechtspraak zijn zaterdagen, behoudens andersluidende bepaling, werkdagen.⁸

Als het de bedoeling van de stellers van de tekst is om onder het begrip “werkdagen” niet alleen geen zondagen en geen wettelijke feestdagen te laten vallen maar ook geen zaterdagen, zou de ontworpen tekst dan ook aangevuld moeten worden met een bepaling naar luid waarvan onder het begrip “werkdagen” alle dagen vallen behalve de zaterdagen, de zondagen en de wettelijke feestdagen.

⁷ Zie artikel 5, vijfde lid, *in fine*, van het koninklijk besluit van 6 maart 2007 ‘tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige geneesheren’.

⁸ Zie bijvoorbeeld RvS 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret, en 11 februari 2014, nr. 226.375, Libert.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 54, vervangen bij de wet van 30 oktober 2018;”.

2. Het voorstel van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen is gedagtekend 29 augustus 2019 en niet 15 juli 2019.

Het tiende lid moet op dat punt gecorrigeerd worden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Uit artikel 5, § 1, I, eerste lid, 7°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ vloeit voort dat de goedkeuring van de stageplannen bedoeld in paragraaf 1, 1°, van de voorliggende bepaling onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt.

Het staat dus aan elke gemeenschap om wat haar betreft te bepalen welke overheid bevoegd is om die plannen goed te keuren en om in het bijzonder te beslissen of het om een lid van haar regering of om een andere instantie moet gaan.

In paragraaf 1, 1°, moeten de woorden “de bevoegde Minister” dan ook vervangen worden door de woorden “de bevoegde instantie”.

2. Volgens paragraaf 2 is de zorgverlener van “deze voorwaarden” vrijgesteld voor de perioden van inactiviteit bedoeld in artikel 7, § 2.

De vraag rijst naar welke voorwaarden precies verwezen wordt in de tekst. Wordt er verwezen naar alle voorwaarden gesteld in paragraaf 1, naar de voorwaarde dat de bij paragraaf 1 voorgeschreven verplichtingen nageleefd worden gedurende het gehele referentiejaar voor de premie of nog naar de voorwaarden die meer bepaald in paragraaf 1, 2°, gesteld worden?

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar als volgt geantwoord:

“De vrijstelling geldt voor alle voorwaarden onder § 1, gedurende de periode van inactiviteit. Voor de meeste zorgverstrekkers zal dit inderdaad voornamelijk 2° betreffen. Een zorgverstrekker die tijdens het jaar ziek valt zou zonder deze uitzondering (– en zelfs los van enige toetsing aan de activiteitsdrempel –) immers geen recht op sociaal statuut hebben, aangezien deze niet gedurende het gehele referentiejaar daadwerkelijk activiteiten uitoefent. De vrijstellingen van 1° en 3° zijn voornamelijk van belang bij zorgverstrekkers die in de loop van het referentiejaar starten. Dezen hebben immers niet gedurende het gehele referentiejaar een erkenning/goedgekeurd stageplan en zijn ook niet gedurende het gehele jaar toegetreden. Niettemin is het gewenst dat dezen een (gedeeltelijke) premie krijgen.”

Gelet op dat antwoord moeten in paragraaf 2 de woorden “van deze voorwaarden” vervangen worden door de woorden “van de voorwaarden vermeld in paragraaf 1”.

Artikel 7

1. De activiteitsdrempels waarop het voorliggende artikel betrekking heeft, hebben een dubbele functie: enerzijds is het niet overschrijden van de drempels in kwestie een voorwaarde voor de toekenning van de sociale voordelen waarin het ontworpen besluit voorziet; anderzijds vormen de activiteitsdrempels een element dat in aanmerking genomen moet worden voor de berekening van het bedrag van de genoemde voordelen.

Men zou er goed aan doen het ontwerpbesluit aldus te herzien dat die dubbele functie van de activiteitsdrempels beter tot uiting komt.

2. Volgens paragraaf 2, 1), eerste en tweede streepje, vallen onder de in de tekst bedoelde dagen inactiviteit enerzijds “de dagen die worden gelijkgesteld met de dagen voor de berekening van het wettelijk pensioen die voortvloeien uit (...) een ziekte, een arbeidsongeval of een beroepsziekte die een ongeschiktheid tot gevolg heeft als bedoeld in de wet of in het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten” en anderzijds “de dagen inactiviteit ingevolge de in artikel 32, eerste lid, 4°, van de wet bedoelde zwangerschapsrust”.

In de tekst wordt aldus geen melding gemaakt van het tijdvak van moederschapsbescherming waarvan sprake is in artikel 93 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 en in de artikelen 32, eerste lid, 2°, 114 en 114bis van de gecoördineerde wet. Dat tijdvak is immers geen periode van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een ziekte, een arbeidsongeval of een beroepsziekte en valt ook niet onder de rustperiode bedoeld in artikel 32, eerste lid, 4°, van de gecoördineerde wet.

Dat het tijdvak in kwestie niet vermeld wordt, is vatbaar voor kritiek in het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Dat is des te meer het geval daar het vaderschapsverlof in het ontwerpbesluit dan weer wel onder het begrip “dagen inactiviteit” valt.

Het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

3. In de bepalingen onder elk streepje van paragraaf 6, 2), derde lid, worden in de tweede zin voorbeelden gegeven ter illustratie van de eerste zin.

Hoewel het nuttig kan zijn voorbeelden te geven in een document tot voorstelling van het ontworpen besluit – zoals een circulaire –, horen voorbeelden echter niet thuis in een regelgevende tekst.

De tweede zin van elke bepaling onder de streepjes van paragraaf 6, 2), derde lid, moet bijgevolg weggelaten worden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de woorden “in bijzonder artikel 7, § 6, 2), laatste lid” in paragraaf 7.

4. In paragraaf 6, 2), zevende lid, rijst de vraag of het wel de bedoeling is om melding te maken van twee verschillende omstandigheden waarin artsen geacht worden de activiteitsdrempel bereikt te hebben.

Zo ja, moet de bepaling onder het tweede streepje beginnen met “– of die (...)”. Zo niet, moet de bepaling onder datzelfde streepje beginnen met “– en die (...)”.

Dezelfde opmerking geldt voor punt 5), tweede lid, van diezelfde paragraaf 6.

5. Paragraaf 6, 5), geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) Volgens artikel 15 is het de bedoeling dat het ontworpen besluit pas “vanaf het premiejaar 2020” van toepassing is op de tandheelkundigen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het eerste lid van paragraaf 6, 5), dienovereenkomstig herzien moet worden.

b) In het tweede lid wordt gewag gemaakt van “300 (...) prestaties”.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, heeft de tekst zodoende betrekking op alleen prestaties die vermeld staan in de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 ‘tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’.

De gemachtigde ambtenaar is het er mee eens dat de tekst dan ook in die zin verduidelijkt moet worden.

Artikel 9

1. De volgorde van de eerste drie paragrafen van artikel 9 zou logischer zijn indien de paragrafen 2 en 3 onderling van plaats verwisseld zouden worden.

2. Op de vraag om aan de hand van een voorbeeld de strekking van paragraaf 4 toe te lichten, heeft de gemachtigde ambtenaar als volgt geantwoord:

“Voor een zorgverstrekker die verklaart te stoppen op 1 juli van het premiejaar zal de werking van artikel 3, § 1, vanaf die datum worden uitgeschakeld. Door artikel 9, § 4, valt er dus eigenlijk een artikel 7, § 2, 4), te lezen dat via artikel 3, § 2, de werking van artikel 3, § 1, annuleert voor deze periode van 1 juli tot 31 december. Mocht deze bepaling ontbreken dan zou een zorgverstrekker die in de loop van het jaar stopt, wegens artikel 3 immers geen aanspraak op de (sociale en) andere voordelen kunnen krijgen. De werkdagen na 1 juli zullen worden berekend en verrekend via het bepaalde in artikel 7, § 2, zodat de activiteitsdrempel overeenkomstig daalt. Het aantal van deze werkdagen wordt dan afgetrokken van het cijfer van 222. Tijdens de functionele analyse is gebleken dat hierbij evenwel nog een logische parameter in het ontwerp van KB ontbreekt die niet speelt in de andere gevallen van artikel 7, § 2, nl. verrekening van de verlofdagen. Het zou logisch zijn deze proportioneel in rekening te brengen. Wij zouden eventueel overdenken dat § 4 aangevuld wordt met de volgende zin of equivalent: ‘Deze zullen worden verrekend ten belopen van 222/250^e’”.

De tekst moet aangevuld worden zoals door de gemachtigde ambtenaar aangegeven is.

Artikel 11

1. In paragraaf 4, eerste lid, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst wat betreft de vaststelling van de uiterste datum voor de indiening van de aanvraag.

De tekst moet op dat punt gecorrigeerd worden.

2. In de Franse tekst van paragraaf 4, tweede lid, moet, overeenkomstig de Nederlandse tekst, “qui a commencé à partir du 1^{er} juillet” geschreven worden in plaats van “qui a commencé le 1^{er} juillet”.

Artikel 15

De woorden “treedt in werking” moeten telkens vervangen worden door de woorden “is van toepassing”.

Artikel 16

Teneinde rekening te houden met het feit dat de uitvoeringsbepaling van een koninklijk besluit, wat de vermelding van de betrokken minister betreft, moet stoelen op een verwijzing naar de aangelegenheid die bij dat koninklijk besluit ten uitvoer gelegd wordt en niet op een verwijzing naar de huidige titularis van de functie, dient artikel 16 als volgt gesteld te worden:

“De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.”

Bijlage

Aangezien het ontwerpbesluit slechts één bijlage bevat, behoort die niet genummerd te worden. Het opschrift van de bijlage en de verwijzing ernaar in artikel 7, § 6, 2) (Artsen), tweede lid, moeten dienovereenkomstig aangepast worden. Zo ook schrappen men, nog steeds in de ontworpen bijlage, het begin ervan, dat begint met de woorden “BIJLAGE. Art. NI. Bijlage I” en eindigt met de woorden “de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging”.

Ten slotte dient onder de bijlage formule F 4-8-1 vermeld te worden die in de *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten* aanbevolen wordt.⁹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Béatrice DRAPIER

Jacques JAUMOTTE

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 172 en formule F 4-8-1.